

Initiatives ministérielles

nul besoin des «attendu» et des «considérant» que nous impose si souvent le langage juridique. Tout cela ne fait qu'embrouiller les gens.

Nous devrions emboîter le pas aux assureurs et aux juristes qui préconisent aujourd'hui l'abandon des vieilles formules au profit d'un français et d'un anglais simples et clairs que tout le monde puisse comprendre. On ne devrait pas avoir besoin d'un juriste de Montréal pour déchiffrer les formulaires. On devrait pouvoir y arriver tout seul sans l'aide de quelque comptable ou juriste prétentieux.

Dans la même veine, je tiens à soulever deux points qui n'ont pas encore été abordés et qui découlent des propos qu'on a tenus ici aujourd'hui. Je veux parler des compressions budgétaires qui ont été imposées au ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté et de la réduction du financement des programmes destinés aux autochtones.

Si l'on considère l'anglais comme une langue seconde, certains secteurs du Multiculturalisme et de la Citoyenneté ont un rôle à jouer dans le processus éducatif auquel j'ai fait allusion au sujet du problème de l'analphabétisme au Canada. Certes, la réduction du financement des programmes destinés aux autochtones se trouve à exacerber un problème qui sévit au Canada.

Lorsqu'on lit le rapport sur l'analphabétisme qu'a publié Southam News, on se rend compte qu'il prend le Canada dans son ensemble, sans toutefois tenir compte des territoires où est concentrée une forte population autochtone. Le rapport révèle que, faute souvent de formation et de possibilités, les membres des collectivités autochtones n'ont pas le même accès que les autres à l'éducation. Il s'ensuit qu'ils ne peuvent pas bénéficier des programmes gouvernementaux parce qu'ils ne comprennent pas la documentation les concernant. Et ils ne peuvent pas remplir les formulaires qu'il faut pour y participer parce qu'ils ne savent même pas qu'ils existent.

Ce que je dis au gouvernement, c'est de reconnaître les faits et de faire ce qu'il faut pour garder notre pays uni. Occupons-nous des Canadiens de telle sorte qu'ils continuent de vivre ensemble dans la joie.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ce débat, qui dure depuis un bon moment déjà, fait voir à tout le monde la gravité de la crise financière que connaît le gouvernement. Lui qui ne manque jamais une occasion de parler des forces du marché, de ce que les libéraux ont fait lorsqu'ils étaient au pouvoir et de ce que font les gouvernements provinciaux, il a bel

et bien mis les Canadiens dans une situation difficile, une situation dont nous sommes tous mécontents et dans laquelle nous préférierions ne pas nous trouver.

Le projet de loi à l'étude, le projet C-65, autorise le gouvernement à emprunter 25,5 milliards de dollars. Je voudrais prendre un instant pour vous exposer en quoi cela est préjudiciable aux gens de Winnipeg-Nord-Centre. J'estime que les habitants de cette circonscription ont droit à une explication parce que, comme contribuables, ils en font les frais. S'il en est ainsi, c'est parce que la fiscalité canadienne, qui pesait autrefois sur les sociétés, pèse aujourd'hui sur les familles à revenu moyen. En fait, on constate que le gros des gens qui subissent le contrecoup du déficit sont ceux qui en ont le moins les moyens.

Il est difficile d'expliquer ces politiques aux gens qui ne sont pas au courant des agissements quotidiens du gouvernement et qui n'ont pas à le voir, comme nous le voyons faire durant la période des questions, essayer de défendre des politiques indéfendables. On s'explique mal ce qui l'a poussé à provoquer une telle panique financière au pays. C'est à bon escient que j'ai employé l'expression panique financière.

Avant d'être élu à la Chambre il y a deux ans, j'enseignais les sciences politiques à l'Université de Winnipeg. La question fondamentale qu'on pose en sciences politiques est celle que se posent une génération d'universitaires après l'autre, à savoir: «Qui obtient quoi, où, quand et comment?» C'est également la question clé en journalisme.

Il y a des ennuis en perspective pour tout pays qui perd son sens de la légitimité, qui ne veut plus être assujéti à des taxes et qui n'a plus la conviction que le gouvernement qui le dirige fait ce qu'il faut faire. C'est alors que les gens commencent à se révolter. Quand les Canadiens regardent autour d'eux ils se posent la question fondamentale de savoir qui obtient quoi, où, quand et comment; ils commencent à penser que le pays dépense son argent à l'encontre des principes démocratiques sur lesquels il a été édifié.

Nous avons décidé d'édifier ce pays en votant des impôts qui tendaient à un but souvent régional: aider les gens à créer des collectivités dans le Nord, aider les gens à monter des exploitations agricoles dans l'Ouest, aider les gens du nord de l'Ontario à créer des centres d'exploitation minière et forestière, aider l'industrie de la pêche à survivre dans les Maritimes, aider Toronto à devenir une ville financière de classe mondiale, aider Vancouver à devenir un grand port. Nous avons décidé en d'autres